



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ambassade de France au Portugal

MARCHE DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage
Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères Ambassade de France au Portugal

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)
Madame l'Ambassadrice de France au Portugal

Conducteur d'opération
La Direction des Immeubles et de Logistique (DIL/Projets Monde) Antenne immobilière Europe

Objet du marché
Marché de travaux de restauration des façades intérieures et du remplacement de certaines menuiseries, ainsi que pour la mise en conformité des installations de courant fort, de courant faible et de sécurité incendie à l'ambassade de France à Lisbonne – Portugal

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	5
1.1 Objet du marché et lieu d'exécution	5
1.2 Caractéristiques principales de l'opération	5
1.3 Désignations des intervenants	5
1.3.1 Maîtrise d'ouvrage (MOA)	5
1.3.2 Maîtrise d'œuvre (MOE).....	5
1.3.3 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier (OPC)	6
1.3.4 Contrôle technique (CT)	6
1.3.5 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé (CSPS)	6
Le coordinateur SPS sera aussi garant du respect par le titulaire de la réglementation locale relative aux désamiantages, le cas échéant.	6
ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DU MARCHE.....	6
2.1 Langue du marché	6
2.2 Décomposition du marché	6
2.2.1 Forme de marché	6
2.2.2, Allotissements	7
2.2.3 Options	7
2.2.4 Tranches	7
2.2.5 Phases	7
2.2.6 Modalité de reconduction	7
2.3 Délais d'exécution.....	7
2.4 Ordres de service.....	7
2.5 Sous-traitance	8
ARTICLE 3. Pièces constitutives du marché.....	8
ARTICLE 4. Prix et règlement des comptes.....	8
4.1 Contenu et caractère des prix pratiqués.....	8
4.2 Journée d'intempérie : définition conformément à l'article 18.2.3 du CCAG travaux	9
4.3 Obligations particulières du titulaire.....	9
4.4 Règlement des comptes - Paiement.....	9
4.4.1 Généralités	9
Le règlement des comptes est effectué conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux.....	9
4.4.2 Répartition des paiements	10
4.4.3 Répartition des dépenses communes.....	10
4.4.5 Application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	10
4.5 Variation des prix.....	10
4.5.1 Mois d'établissement des prix	10
4.5.2 Choix des index de références.....	11
4.5.3 Modalités de révisions des prix	11
4.5.4 Comptable public assignataire	11
4.5.5 Délais de paiement	11

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
5.1 Retenue de garantie	12
5.2 Avance	12
ARTICLE 6 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
6.1 Période de préparation	13
6.2 Rappel des rôles des différents acteurs du projet – ordres – homme-chantier	13
6.3 - Coordonnées opérationnelles des acteurs du projet.....	14
6.4 Contraintes du chantier objet du présent marché.....	14
6.5 Plannings prévus au présent contrat - organisation spatiale du chantier	15
6.6 - Comitologie (ou organisation de la prise de décision) du projet	15
6.7 Horaires de chantier et délai de prévenance	17
6.8 Installations à réaliser par les entreprises	17
6.9 Plans d'exécution, note de calcul, études de détail, documents techniques, cotes	17
ARTICLE 7 - HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER	18
7.1 Mesures de sécurité.....	18
7.2 Effectifs/moyens humains.....	18
7.3 Encadrement du personnel.....	18
7.4 Moyens matériels.....	18
7.5 Dégradation causées aux voies/équipements publics.....	18
7.6 Autorisations administratives	18
7.7 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	18
7.7.1 Principes généraux	18
7.7.2 Obligations du titulaire.....	18
7.7.3 Obligations du titulaire vis-à-vis des sous-traitants.....	19
7.7.4 Travailleurs étrangers	19
7.7.5 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes	19
7.7.6 Visites médicales.....	19
7.7.8 Comportement du personnel.....	19
ARTICLE 8 -DELAI D'EXECUTION – PENALITES – PRIME D'AVANCE	19
8.1 Délai d'exécution.....	19
8.2 Pénalités	19
8.2.1 Pénalité de retard journalière	19
8.2.2 Pénalité pour absence et retard aux réunions de chantier	19
8.2.3 Pénalités pour retard	19
8.2.4 Pénalités pour infractions.....	20
8.2.5 Repli des installations de chantier et remise en état des lieux	20
8.2.6 Lutte contre le travail dissimulé.....	20
8.2.7 Pénalités diverses	20
ARTICLE 9 - OPERATIONS DE VERIFICATION, RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	20
9.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	20

9.2 Réception et réception partielle	20
9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage	21
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES	21
10.1 Garanties contractuelles	21
10.1.1 Délais de garantie	21
10.1.2 Appel en garantie	21
10.2 Assurances	22
10.2.1 Assurance de responsabilité civile pendant les travaux	22
10.2.2 Assurance tous risque chantier.....	22
10.2.3 Assurance de garantie décennale	22
ARTICLE 11 - MISE EN DEMEURE.....	22
ARTICLE 12 - RESILIATION DU MARCHE.....	22
12.1 Résiliation pour manquement aux obligations légales	22
12.2 Effets de la résiliation.....	22
ARTICLE 13 - TRAVAUX NON PREVUS	23
13.1 Travaux modificatifs	23
13.2 Dépassement du montant initial des travaux.....	23
P13.3 restations similaires	23
ARTICLE 14- REGLEMENTS ET LITIGES.....	23
14.1 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger.....	23
14.2 Instance chargée des procédures de recours	23
ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	23

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Objet du marché et lieu d'exécution

Nom de l'opération :

« Marché de travaux pour la restauration des façades intérieures, de certaines menuiseries, de la climatisation et la mise en conformité des installations de courant fort, de courant faible et de sécurité incendie à l'ambassade de France à Lisbonne – Portugal »

Lieu de l'exécution des travaux :

Ambassade de France au Portugal
5 rue Santos-O-Velho
LISBONNE - PORTUGAL

1.2 Caractéristiques principales de l'opération

La présente consultation concerne les travaux de restauration des façades sur jardin de l'ambassade de France à Lisbonne comprenant la restauration ou la rénovation de certaines menuiseries, la remise en état des ferronneries, la mise en œuvre d'un assainissement aux pieds des façades et la dépose d'une conduite amiantée dans le jardin de la Résidence. Les travaux comporteront également la mise en conformité des installations électriques et SSI prévoyant la suppression des câblages en façades ainsi que la dépose des 54 unités extérieures pompe à chaleur (PAC) qui seront remplacées, optimisées et dissimulées dans des zones plus appropriées.

1.3 Désignations des intervenants

1.3.1 Maîtrise d'ouvrage (MOA)

Désignation du pouvoir adjudicateur :

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

Ambassade de France au Portugal

Représenté par Madame l'Ambassadrice de France au Portugal

Conducteur d'opérations :

La conduite d'opération sera assurée par l'antenne immobilière Europe de la Direction des Immeubles et de la Logistique, basée à Paris.

- Point de contact : emilie.trinh@diplomatie.gouv.fr

1.3.2 Maîtrise d'œuvre (MOE)

La maîtrise d'œuvre est assurée par un groupement désigné dans le présent marché sous le nom de Maître d'œuvre :

Mandataire - ACMH

Agence Pierre-Yves CAILLAULT

1 rue Bénard - 75014 PARIS, FRANCE

01 53 90 20 40

Cotraitant 2 – Économiste de la construction

Laurent TAILLANDIER SARL

Bât. C, Cours Goudouli - 31130 QUINT-FONSEGRIVES, FRANCE

Cotraitant 3 – Architectes et restaurateurs

Nova Conservação – Restauro e Conservação do Património Artístico-Cultural, SA

Largo Vitorino Damásio, n.º 3 - 3.º Esquerdo - 1200-872 LISBOA, PORTUGAL

Cotraitant 4 – BE Structure

BETAR Estudos e Projectos de Estabilidade, Lda

Avenue Elias Garcia, 53-2 Esquerdo - 1000-114 LISBOA, PORTUGAL

Sous-traitant – BET fluides

YAC Ingénierie

40 route de Clessé

79350 CHICHE

Sous-traitant – OPC

TECNOPLANO – Tecnologia e Planeamento, S.A.
Av. João Crisóstomo, 54B, 1050-128 Lisboa - PORTUGAL
Tel. +351 213 581 960 | Fax +351 21 356 37 34

La mission du maître d'œuvre est une mission conforme à la loi MOP française (Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée) fondue dans le Code de la commande publique. Elle inclut les missions d'études et le suivi de l'exécution des travaux.

1.3.3 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier (OPC)

Le titulaire de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier : Agence Pierre-Yves CAILLAULT. Sous-traitant OPC : TECNOPLANO.

1.3.4 Contrôle technique (CT)

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique effectué par :

SOCOTEC Infrastructure

5, place des Frères Montgolfier
Guyancourt – CS 20732 – St-Quentin-en-Yvelines Cedex
Tel. 01 30 12 15 72

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

Code	Libellé
L	Solidité des ouvrages et des équipements indissociables
LE	Solidité des existants
S	Sécurité des personnes dans les constructions
PH	Isolation acoustique
SSI	Isolation thermique et économies d'énergie

1.3.5 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé (CSPS)

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II (au sens du code du travail français : chantiers excédant 30 jours ouvrés dont l'effectif dépasse 20 travailleurs à un moment donné et dont le volume prévu de travaux est supérieur à 500 jours hommes) sera assurée par :

BUREAU VERITAS RINAVE

Rua Laura Ayres, Nr 3, 1600-510 Lisboa
Portugal

Le coordinateur SPS sera aussi garant du respect par le titulaire de la réglementation locale relative aux désamiantages, le cas échéant.

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

2.1 Langue du marché

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue Française ou Française et Portugaise. Pour autant seule la version française fait foi et les éventuelles traductions nécessaires au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont à sa charge.

La langue de travail orale et écrite ainsi que les productions du titulaire sont en français et/ou en anglais, selon ce qui aura été décidé en période de préparation de chantier.

2.2 Décomposition du marché

2.2.1 Forme de marché

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire.

2.2.2, Allotissements

Le marché de travaux est décomposé en 6 lots :

- Lot n° 1 : Maçonnerie - Pierre de Taille
- Lot n° 1 bis : Maçonnerie - Pierre de Taille Travaux d'accompagnement au lots techniques
- Lot n° 2 : Couverture
- Lot n° 3 : Menuiserie
- Lot n° 3 bis : Menuiserie Travaux d'accompagnement au lots techniques
- Lot n° 4 : Ferronnerie
- Lot n° 5 : Electricité CFO CFA
- Lot n° 6 : Plomberie/CVC

2.2.3 Options

Sans objet.

2.2.4 Tranches

Les prestations font l'objet d'un marché fractionné composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle détaillée dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

2.2.5 Phases

Les travaux (hors période de préparation) sont organisés en 3 (trois) phases distinctes (voir CCTP), qui font chacune l'objet d'un démarrage individuel par ordre de service et d'une réception partielle propre.

Il convient de se reporter au calendrier prévisionnel joint au dossier de consultation des entreprises.

Le tableau ci-dessous détaille les durées maximales de chaque phase, conformément au planning prévisionnel annexé au dossier de consultation :

Phase de travaux	Durée maximale en semaines
Période de préparation	4
1 – VISA des plans transmis par l'entreprise générale – Installation de chantier	4
2 – Travaux d'aménagement phase 1a	6
3 – Travaux d'aménagement phase 1b	6
4 – Travaux d'aménagement phase 2 (simultané à la phase 1a)	6
5 – Travaux d'aménagement phase 3	12

Plusieurs points de vigilance sont à intégrer à l'étude du phasage :

- Tous les travaux de clos-couvert devront se faire hors de la période de gel.

2.2.6 Modalité de reconduction

Le présent marché n'est pas reconductible.

2.3 Délais d'exécution

Le délai d'exécution ainsi que les modalités de son démarrage sont fixés à l'article E de l'acte d'engagement du présent marché.

2.4 Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les ordres de service sont préparés par le maître d'œuvre et datés et signés par le Maître de l'ouvrage ;

Les réserves qu'un ordre de service appelle de la part du titulaire sont notifiées au Maître de l'ouvrage dans les quinze jours suivant sa réception.

Seuls les ordres de service notifiés par le Maître de l'ouvrage au titulaire seront opposables à celui-ci.

2.5 Sous-traitance

Conformément au CCAG-Travaux, le recours à la sous-traitance est autorisé, selon les conditions d'exercice suivantes :

Un sous-traitant ne peut exercer ses missions que sous réserve que, d'une part, le maître d'ouvrage l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement, et d'autre part, qu'il ait adressé au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé pour ses travaux.

Les travaux exécutés par des sous-traitants sont payés directement par le titulaire dans les conditions stipulées par l'acte spécial de sous-traitance DC4 joint au dossier de consultation.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants devront faire accepter leurs sous-traitants indirects (aussi dits de rang inférieur) selon les mêmes conditions que les sous-traitants directs.

Le maître d'ouvrage refuse le paiement direct des sous-traitants éventuels.

ARTICLE 3. Pièces constitutives du marché

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux français, les pièces contractuelles du marché, sont par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes :
 - la mise au point du marché ;
 - les éventuels actes spéciaux de déclaration de sous-traitance (DC4) ;
 - la liste des questions-réponses en phase de consultation des candidats ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- L'ensemble des pièces graphiques des lots techniques et architecturaux
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses pièces graphiques ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ([arrêté du 30 mars 2021](#)) ;
- le planning prévisionnel ;
- le planning d'exécution des travaux arrêté au terme de la période de préparation et notifié au titulaire par ordre de service ;
- le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) complété. Celui-ci ne sera considéré comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires pouvant être commandés par le Maître d'ouvrage. Il ne pourra donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessus.

ARTICLE 4. Prix et règlement des comptes

4.1 Contenu et caractère des prix pratiqués

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire mentionné dans l'acte d'engagement et repris dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au **mois M0** mentionné en page de garde de l'acte d'engagement.

Les prix sont libellés en euros Hors Taxe sur la Valeur Ajoutée (Hors TVA) et sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

En compléments des dispositions de l'article 9.1 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, en incluant notamment :

- les éventuels frais de traduction nécessaires au titulaire ;
- les frais d'organisation des différents prestataires sur le chantier ;
- la prise en compte des intempéries, conformément aux articles 4.2 du présent CCAP et 18.2.3 du CCAG travaux français ;
- la prise en compte des éventuels arrêts de chantier pour travaux bruyants décidés par le maître d'ouvrage conformément aux clauses ci-après relatives à l'organisation du chantier (article 6.7) ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- les installations de chantier, moyens d'accès et cheminements ainsi que leurs évolutions aux différentes phases du chantier ;
- les éventuels frais liés au respect des prescriptions de sûreté imposés par les clauses ci-après et lors des réunions avec le maître d'ouvrage ;
- la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- les coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- les fluides (eau, électricité, abonnements internet et téléphonique) du chantier

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

L'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix, toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires à l'exécution des travaux, induites par les imprécisions, contradictions ou omission que pourraient présenter les pièces du marché.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

4.2 Journée d'intempérie : définition conformément à l'article 18.2.3 du CCAG travaux

Peut être considérée comme journée d'intempérie au sens de l'article 18.2.3 du CCAG travaux tout phénomène climatique exceptionnel dont l'importance rend impossible ou dangereux l'accomplissement du travail. La notion de danger pouvant s'apprécier au regard de la santé ou de la sécurité des travailleurs, ou encore au regard de la nature du travail ou de la technique employée. Ces phénomènes climatiques entravent donc l'exécution normale des travaux.

4.3 Obligations particulières du titulaire

Dans les 20 jours à compter de la date de notification du marché, l'entrepreneur devra fournir sur demande du Maître d'œuvre tout document lui permettant d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par l'entrepreneur (sous-détail de chacun des prix du cadre des prix unitaires, décomposition de l'état de certains prix, de l'état des prix forfaitaires selon la décomposition type jointe).

4.4 Règlement des comptes - Paiement

4.4.1 Généralités

Le règlement des comptes est effectué conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les factures ou situations sont simultanément remises en main propre lors des réunions de chantier et adressées par courriel à la maîtrise d'œuvre, copie au maître d'ouvrage, en format modifiable aussi.

Les éléments qui ne seront pas remis ou adressés par courriel ou lettre avec accusé-réception au maître d'œuvre, copie au maître d'ouvrage, seront réputés ne pas avoir été reçus.

La décomposition des prix forfaitaires servira, d'une part, à l'établissement des projets de décomptes et, d'autre part, à l'estimation et au règlement de travaux modificatifs pouvant intervenir en cours d'exécution, du fait du client.

Les prix seront majorés du taux de la TVA en vigueur au moment de l'établissement des pièces de mandatement.

Le titulaire devra fournir un état prévisionnel des paiements correspondant à l'avancement réel des travaux, mois par mois, en fonction du planning contractuel et des prix initiaux.

4.4.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire du marché et à ses cotraitants, le cas échéant.

4.4.3 Répartition des dépenses communes

Le titulaire est responsable de la gestion et de la répartition des frais communs à toutes les entreprises qui interviennent sur site, notamment l'utilisation des bennes de chantier, les dépenses de chauffage, eau et électricité du chantier, les nettoyages des bases VIE et abords du chantier. Il convient de se reporter au CCTC (prescriptions communes à tous les corps d'état) et au plan général de coordination.

Pour l'eau et l'électricité spécifiquement, chaque entité assume ses consommations de fluides :

- le titulaire pour la base VIE, son activité de chantier (incluant celle de ces éventuels cotraitants et sous-traitants) ;
- le maître d'ouvrage pour l'activité de ses services et de ses éventuels sous-traitants.

Un relevé de compteur sera établi en début de chantier (la valeur de consommation sera nulle), puis un relevé périodique sera établi (à choisir en période de préparation la périodicité : mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle) pour permettre la refacturation des consommations de l'entreprise. Le paiement des factures de fluides se fait par une moins-value sur les états d'acompte mensuels émis par le titulaire.

A la transmission du projet de décompte final, le titulaire établira une synthèse des fluides facturés en moins-value sur les états d'acompte mensuels passés. À défaut, le décompte final ne sera pas traité.

4.4.5 Application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les entreprises domiciliées en France seront facturées hors TVA. Pour les entreprises domiciliées hors de France, le régime d'application de la TVA dépendra du pays de domiciliation de l'entreprise et sera contractualisé lors de la mise au point du marché avant signature.

Traditionnellement, selon les accords inter-gouvernementaux, soit les travaux dans les ambassades françaises sont exemptés de TVA, soit la TVA est due mais peut être remboursée à l'État français par le ministère des finances du pays de domiciliation de l'entreprise à régler.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

4.5 Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4.5.2 et 4.5.3

Les indemnités, les pénalités, les retenues et les primes sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

4.5.1 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (M0) et figure dans l'acte d'engagement.

4.5.2 Choix des index de références

Les index de référence I choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet de l'ensemble des lots sont disponibles sur le site internet de l'INSEE.

Les index et références choisis en fonctions de leurs critères sont applicables aux lots 1 à 6 et comme indiqués dans le tableau ci-dessous.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Lot		Index		prix
Lot 1	Maçonnerie	BT50	Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010	à tous les prix
Lot 1 bis	Maçonnerie	BT50	Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010	à tous les prix
Lot 2	Couverture	BT34	Couverture en zinc et en métal (sauf cuivre) - Base 2010	à tous les prix
Lot 3	Menuiserie	BT19b	Menuiserie extérieure en bois - Base 2010	à tous les prix
Lot 3 bis	Menuiserie	BT19b	Menuiserie extérieure en bois - Base 2010	à tous les prix
Lot 4	Ferronnerie	BT42	Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010	à tous les prix
Lot 5	CFO CFA	BT47	Électricité - Base 2010	à tous les prix
Lot 6	CVC	BT41	Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010	à tous les prix

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou d'attente.

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini dans le tableau ci-dessus.

4.5.3 Modalités de révisions des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule

$$C_n = I_n / I_0$$

Avec : I_0 = Valeur initiale de l'index du mois d'établissement des prix « mois 0 »

I_n = Valeur de l'index du mois d'exécution des travaux

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à 1 mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application du premier alinéa de l'article R. 2191-27 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

4.5.4 Comptable public assignataire

Le comptable public assignataire des paiements est désigné ci-après :

Madame la Directrice spécialisée des finances publiques pour l'étranger,
Adresse postale : 30 rue Malville, 44040 Nantes Cedex 1
Téléphone : +33 (0) 2 40 16 12 00
Courriel : dsfipec@dgfip.finances.gouv.fr

4.5.5 Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Retenue de garantie

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% dans les conditions suivantes :

- La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées pendant le délai de garantie de parfait achèvement lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.
- La retenue de garantie est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde.
- Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande.
- La retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande :

- La garantie de substitution est constituée pour le montant total du marché y compris les modifications en cours d'exécution.
- Le montant de la garantie de substitution ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.
- La garantie de substitution est fournie par le mandataire pour le montant total du marché.
- Dans l'hypothèse où la garantie de substitution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée par l'acheteur.
- L'organisme apportant sa garantie est choisi parmi les tiers agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution en France. Lorsque cet organisme est étranger, il est validé par le maître d'ouvrage après réception de tous les justificatifs jugés utiles par le titulaire.
- L'acheteur peut refuser l'organisme qui doit apporter sa garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

La caution personnelle et solidaire est refusée.

5.2 Avance

Une avance est accordée au titulaire, si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'ordre de service qui emporte commencement de l'exécution du marché ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché. Le titulaire peut refuser de percevoir cette avance.

La durée du marché étant inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Dans le cas où l'entreprise domiciliée en France est facturée hors TVA, l'acompte de 30% se calculera sur le montant hors taxes du marché.

Le remboursement échelonné de l'avance commence à s'imputer aux sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

ARTICLE 6 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

6.1 Période de préparation

La durée de la période de préparation est spécifiée à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Le maître d'ouvrage organisera une réunion de lancement et une réunion de validation de la période de préparation avec le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordinateur de sécurité et de protection de la santé, l'ambassadeur de France, la direction de la sécurité diplomatique, la direction du numérique, la direction des moyens de postes, et certains personnels de l'ambassade associés à l'organisation du projet.

Préalablement à tout démarrage de chantier, le titulaire procède aux opérations énoncées ci-après :

- Nomination des sous-traitants ;
- Établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du Maître d'œuvre et du CSPS, dans les conditions prévues à l'article 28-2 du CCAG-Travaux :
 - du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (base VIE, zone des bureaux modulaires pour les agents déplacés, les accès et cheminements prévus, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation) à l'aide de plans ;
 - du calendrier détaillé d'exécution (établi par l'OPC en fonction des temps par tâches transmis par les entreprises) accepté et signé par toutes les entreprises, en lien avec le maître d'œuvre, en charge de la mission OPC. En plus du calendrier détaillé d'exécution sera préparé par le titulaire un calendrier simplifié des 7 macro-phases du chantier faisant l'objet de réceptions partielles. Une fois validé avec les services de l'ambassade, ces calendriers deviendront contractuels pour l'application des pénalités.
 - Les jours et heures des réunions de chantiers seront fixés précisément. L'entrepreneur est tenu d'être présent ou représenté aux réunions, s'il est convoqué par le Maître d'œuvre. L'exactitude sera de rigueur.
- Ces points sont demandés à la première réunion de chantier (réunion de lancement). Les entreprises auront une semaine pour fournir ces documents. À l'issue de la période de préparation, le calendrier d'exécution est notifié aux entreprises par ordre de service.
- Vérification des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG-Travaux et à l'article 6.2 ci-après ;
- État des lieux réalisé avec le Maître d'œuvre ;
- Obtention des laissez-passer pour l'ensemble des personnels susceptibles d'intervenir sur le chantier. Cette étape doit être anticipée dès l'ordre de service de démarrage vu la nécessité d'avoir toutes les copies des identités des personnels intervenants sur le chantier.
- Établissement des décompositions des prix forfaitaires permettant de dresser les situations mensuelles des travaux. En attendant qu'elles soient établies, les projets de décompte sont dressés à partir des décompositions annexées à l'acte d'engagement ;
- La remise des éléments (plans, notices techniques servant à l'élaboration du DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage).

6.2 Rappel des rôles des différents acteurs du projet – ordres – homme-chantier

Le service utilisateur (AMBASSADE) :

- L'ambassadeur de France ou le numéro deux (en suppléance) : il est le représentant du pouvoir adjudicateur du présent marché. Son rôle est de valider toutes les propositions d'organisation et de planning émises au cours du délai d'exécution du chantier, conformément au présent marché de travaux.
- Le chef de la sécurité opérationnelle (CSO) : agent de l'ambassade, il est en charge de vérifier que les dispositions d'organisation du chantier proposées sont en accord avec les principes de sécurité et de sûreté d'une emprise diplomatique, ainsi que contrôler régulièrement leur mise en œuvre.
- Le secrétaire général d'ambassade (SGA) ou l'intendant technique : son rôle est de représenter l'ambassadeur ou le numéro deux aux réunions liées au chantier, et de faire le lien avec les services de l'ambassade pour organiser au mieux la continuité de leur activité.

Le conducteur d'opération (DIL) : La DIRECTION DES IMMEUBLES ET DE LA LOGISTIQUE (DIL)

- Le chef de projet : son rôle est de suivre l'exécution du présent marché en s'assurant du respect des coûts, délais et de la qualité. Il assure seul le lien entre les opérateurs privés (maîtrise d'œuvre, entreprises de travaux, contrôleur technique, coordinateur de sécurité et de protection de la santé) et le service utilisateur.

Le maître d'œuvre (MOE) : Agence Pierre-Yves CAILLAULT

- Le chargé d'affaires MOE : son rôle est de suivre l'exécution des travaux dans les respects des clauses du présent marché, des délais, coûts et de la qualité exigée. Il fait le lien entre les entreprises en charge des travaux et le conducteur d'opération.

Le contrôleur technique (CT) : SOCOTEC

- Le contrôleur technique : son rôle est de veiller au respect des normes dans les différents domaines qui lui sont confiés, selon les standards européens et français exigés dans le présent marché.

Le coordinateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS) : BUREAU VERITAS

- Le CSPS : son rôle est de veiller à la protection de la santé et à la sécurité des travailleurs et des agents du service utilisateur pendant le chantier, en proposant, validant et contrôlant les dispositions d'organisation, de circulation des biens et des personnes sur site, de co-activité des entreprises, d'installation des zones de chantier (base vie, zones de travaux, etc.).

Le titulaire du présent marché ne peut répondre qu'aux ordres du maître d'œuvre. Si un ordre direct au titulaire émane du représentant du service utilisateur, du contrôleur technique ou du coordinateur de sécurité et de protection de la santé, alors le titulaire se doit d'en obtenir la validation préalable par le maître d'œuvre ou par le conducteur d'opération avant sa mise en application.

Les ordres impactant le planning de l'opération, le contenu ou le coût des travaux ou tout autre élément structurant (d'organisation, de sécurité, de continuité de l'activité, d'image, etc.), feront l'objet d'un ordre de service signé du maître de l'ouvrage.

Pour les petits ajustements quotidiens non structurant, des échanges écrits par courriels sont suffisants.

Le titulaire devra nommer au sein de son équipe :

- Un représentant du groupement capable d'engager le titulaire sur les décisions structurantes liées aux aspects contractuels, techniques et financiers ;
- Un chef de chantier présent sur place, interlocuteur privilégié du maître d'œuvre et des autres acteurs, responsable de l'exécution du chantier et des personnes présentes sur site ;
- Un homme-traffic : dédié quotidiennement à l'organisation et au contrôle des entrées et sorties des personnels liés au titulaire sur site (contrôle de l'identité des compagnons, accueil des livraisons, camions, etc.). Il sera notamment présent et visible à l'ouverture du chantier le matin, en début d'après-midi après la pause déjeuner et lors de toutes les livraisons prévues au calendrier. Il tiendra à jour quotidiennement un registre de présence de tous les personnels présents sur site à un instant donné. Il occupera la guérite de contrôle d'accès décrite au CCTP.

6.3 - Coordonnées opérationnelles des acteurs du projet

Le tableau des coordonnées précises et opérationnelles de tous les acteurs liés au projet sera établi par le titulaire en période de préparation du chantier et devra tenir sur une page A4, mise à jour à chaque changement de personne, et affiché dans les locaux de l'ambassade.

6.4 Contraintes du chantier objet du présent marché

Voici les principales contraintes du chantier objet du présent marché, dont découlent toutes les clauses d'organisation décrites dans le présent CCAP :

Le lieu des travaux est une emprise diplomatique : cela implique

- La confidentialité de tous les échanges relatifs au projet entre acteurs ;
- L'organisation du chantier pour maintenir l'inviolabilité de l'emprise ;
- Le nécessaire contrôle de toutes les personnes physiques qui pénétreront sur site ;

L'exemplarité de tenue du chantier (propreté, bardage extérieur, comportement des compagnons, etc.) pour respecter l'image de l'ambassade

6.5 Plannings prévus au présent contrat - organisation spatiale du chantier

L'organisation du projet et la multiplicité des acteurs implique la production de plusieurs niveaux de planning :

- Le planning d'exécution détaillé : il est le planning contractuel complet d'exécution détaillé, document technique privilégié de travail entre le maître d'œuvre et le titulaire. Il est établi en période de préparation et rendu contractuel à l'issue de la période de préparation ;
- Le calendrier simplifié des 3 macro-phases du chantier : ce planning, émanation simplifiée du planning d'exécution détaillé, permet de fixer les macro-phases du chantier. Au sein des macro-phases, l'organisation précises des tâches pourra être modulée (selon les contraintes, aléas divers, météo, etc.) en accord avec la maîtrise d'œuvre, qui indiquera chaque mois la version en vigueur du planning d'exécution détaillé ;
- Le planning mensuel : C'est un document de communication, non technique, entre les entreprises et le service utilisateur, à préparer et présenter à chaque COPIL mensuel du mois N, dont le modèle sera validé en période de préparation. Il doit être compréhensible simplement par tous et comporter les items suivants, au format A3 :
 - o Les principaux travaux ou familles de travaux à venir dans le mois N+1 et N+2 pour rappel ;
 - o Les jalons des éventuels mouvements de personnels, mobiliers, dossiers et matériels dans les 2 mois ;
 - o Les dates et durées des événements de la résidence et autres services (réceptions, visites officielles, déjeuners, événements divers, etc.) impactant le chantier ;
 - o Les plages exceptionnelles de travaux non bruyants induites par les événements ci-dessus et les plages exceptionnelles de travaux bruyants induits par certains travaux spécifiques ;
 - o Les jalons relatifs aux changements de disposition spatiale des flux de personnes, entrées/sorties, accès, circulations. Un plan au format A3 lié à chaque nouvelle disposition spatiale sera transmis pour expliquer ces dispositions ;
 - o Les éventuels impacts singuliers dus au chantier (nuisances sonores ou visuelles exceptionnelles, coupures, etc.) sur l'activité d'un ou plusieurs services de l'ambassade ;

Le planning mensuel du mois N (en cours) ne pourra pas être modifié par le titulaire, sauf aléas structurant non prévisible, et avec accord de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. Le titulaire pourra exceptionnellement demander la modification à la marge du planning mensuel du mois N+1 validé en COPIL jusqu'à 10 jours calendaires avant le début du mois N+1. Le planning mensuel du mois N+2 peut être ajusté jusqu'au COPIL du mois N+1.

L'organisation spatiale du chantier, mouvante au fil des phases de travaux, devra faire l'objet d'un ou plusieurs plans au format A4 ou A3, en couleur, simple à comprendre, préparés pour chaque COPIL, indiquant à minima :

- Les dates de validité de la disposition présentée ;
- Pour les extérieurs :
 - o Les accès et circulations des agents, des compagnons, du public, des livraisons matérialisés par des flèches ;
 - o L'implantation précise des barrières délimitant le chantier de l'extérieur et les zones à l'intérieur.
 - o L'emprise éventuelle au sol des échafaudages et autres installations en hauteur ;
 - o Les implantations des caméras de surveillance et des détecteurs de présence ;
- Pour les intérieurs, par niveau (du bâtiment existant et des bureaux modulaires) :
 - o Les zones en travaux inaccessibles et interdites d'accès (si c'est un désamiantage, prévoir un affichage réglementaire spécifique en Français, Anglais et Finnois d'interdiction d'accès) ;
 - o Les zones de stockage éventuellement utilisées au sein des bâtiments ;
 - o Les locaux utilisables en toute sécurité et leurs accès ;
 - o La dénomination et l'implantation des services dans les locaux ;
 - o La disposition du mobilier dans les bureaux modulaires selon les services hébergés ;

6.6 - Comitologie (ou organisation de la prise de décision) du projet

La comitologie (ou organisation de la prise de décision) consiste à définir comment sont prises les décisions sur ce projet. Les décisions relatives à l'exécution du projet seront prises notamment lors des réunions obligatoires suivantes :

- LA REUNION DE LANCEMENT de la période de préparation, dans les 15 jours ouvrés qui suivent la notification du marché : Présentation des acteurs, des spécificités du chantier, du planning d'exécution détaillé, des installations de chantier et de bureaux modulaires, des modalités d'organisation entre les acteurs liés au projet (format des transmissions, communications, format des comptes-rendus, partage de l'information, etc.), etc.

- LE COPIL DE VALIDATION de la période de préparation, à la fin de la période de préparation : validation du planning détaillé d'exécution des travaux, du planning des événements de la résidence, des installations de chantier, des modalités d'organisation entre les acteurs liés au projet, etc.

- DES COPIL MENSUELS avec tous les acteurs :

Un comité de pilotage sera organisé chaque mois par le maître d'œuvre (chargé de la mission ordonnancement, coordination et pilotage) avec au moins un représentant de chaque acteur en capacité de décision (entreprise, CT, CSPS, DIL, ambassade). L'ordre du jour minimal de ces réunions, transmis au moins 5 jours ouvrés en amont de la réunion, sera le suivant :

- o Validation du planning (travaux, nuisances) du mois N+1 ;
- o Présentation du planning (travaux, nuisances) du mois N+2 pour avis ;
- o Validation de l'organisation spatiale (circulations, zones de travaux, installations de chantier, contraintes particulières liées aux travaux ou services utilisateurs, etc.) du chantier du mois N+1 ;
- o Présentation de l'organisation spatiale (circulations, zones de travaux, installations de chantier, contraintes particulières liées aux travaux ou services utilisateurs, etc.) du chantier du mois N+2 pour avis ;
- o Validation de la liste des personnels intervenant au mois N+1 (transmettre le tableau des identités de tous les compagnons prévus et pour chaque compagnon une copie d'un document d'identité en cours de validité) ;
- o Présentation de la liste des personnels intervenant au mois N+2 pour avis (transmettre le tableau des identités de tous les compagnons prévus) ;
- o Point sur l'avancement des travaux du mois N écoulé (avec photos) ;
- o Point sur les contrats et les aspects financiers ;
- o Point éventuel sur le planning d'exécution détaillé ;
- o Point éventuel du CSPS et/ou du CT ;

En cas d'aléas important, un COPIL exceptionnel pourra être organisé en plus sur proposition du MOE et validation de la DIL.

Pour les réunions ci-dessus, le maître d'ouvrage se charge d'inviter toutes les parties prenantes du projet (services utilisateurs, CT, CSPS, MOE, Entreprise travaux, direction de la sécurité diplomatique, direction du numérique, direction des moyens des postes), anime la réunion, valide l'ordre du jour proposé par le MOE et les relevés des conclusions proposés par le MOE. Le MOE se charge de coordonner la production de toutes les contributions, selon les canevas de documents définis en période préparatoire, et d'en faire l'analyse pour identifier les décisions à prendre lors de ces réunions. L'entreprise propose les canevas des documents récurrents, les remplit et les met à jour pour chaque réunion, prépare les impressions papier lors des réunions (1 exemplaire complet de dossier par personne présente en réunion).

- Des REUNIONS DE CHANTIER HEBDOMADAIRES avec le MOE et l'entreprise :

Le maître d'œuvre organisera l'ordre du jour et animera ces réunions avec le titulaire du présent marché. L'ambassade et la DIL y seront invitées et pourront y être représentées.

- Des ECHANGES REACTIFS entre les acteurs liés au projet par courriels, permettront des prises de décision rapides pour le suivi quotidien du chantier. Vu la distance entre le conducteur Portugal – Lisbonne – Ambassade de France au Portugal – CCAP – DCE Travaux – Avril 2025

d'opération, certains membres de la maîtrise d'œuvre et le site de l'ambassade, le client se réserve la possibilité de fonctionner avec l'aide d'un système de messagerie instantanée. Ce point sera discuté en période de préparation.

Pour toutes les réunions de façon générale :

- le relevé des décisions prises, constats, instructions ou observations sera transmis dans les 2 jours ouvrés qui suivront la réunion, par le maître d'œuvre. Sans remarque des acteurs dans les 5 jours ouvrés suivant sa transmission, il sera considéré comme validé, diffusé à tous et deviendra contractuel et exécutoire pour le titulaire ;
- Les instructions portées par la Maîtrise d'œuvre sur le compte rendu du rendez-vous de chantier valent ordres d'exécution pour chaque entrepreneur intéressé, toute suite devant y être donnée à la diligence du chef de chantier.
- Les documents de réunion non techniques (organisation spatiale, plannings mensuels, etc.) devront être lisibles, facilement compréhensibles et au format A4 ou A3. Ils seront imprimés par le titulaire en couleur pour chaque réunion impliquant les services de l'ambassade (un exemplaire par personne présente).
- L'Entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous provoqués par le Maître d'œuvre qui sera tenu de prévenir au minimum 24 heures à l'avance ou d'y déléguer son représentant ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner, sur le champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.
- La présence de tous les entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant, et mention du fait est portée sur le cahier de chantier visé ci-après.
- L'Entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

6.7 Horaires de chantier et délai de prévenance

Le chantier respectera les horaires suivants, susceptibles d'être modifiés ponctuellement dans les plannings mensuels, selon les besoins et en fonction des événements de la résidence, du consulat, des jours fériés locaux ou du calendrier diplomatique :

- Horaires d'accès autorisés à la zone chantier :

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8h-18h	8h-18h	8h-18h	8h-18h	8h-18h		

- Horaires de réalisation des travaux bruyants :

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8h-18h	8h-18h	8h-18h	8h-18h	8h-18h		

6.8 Installations à réaliser par les entreprises

L'entreprise a à sa charge les installations précisées dans le CCTP.

6.9 Plans d'exécution, note de calcul, études de détail, documents techniques, cotes

Les études et plans d'exécution sont à la charge de la maîtrise d'œuvre.

Tous les plans de fabrication, d'atelier et de chantier seront à la charge de l'entreprise qui devra les soumettre au maître d'œuvre et au bureau de contrôle, le cas échéant, suivant la procédure de visa.

L'entreprise doit vérifier les cotes avant l'exécution des travaux.

ARTICLE 7 - HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

7.1 Mesures de sécurité

Le titulaire respecte les prescriptions décrites au CCTP, notamment celles du CCTC.

7.2 Effectifs/moyens humains

Les effectifs nécessaires pour l'exécution des prestations décrites dans le CCTP sont fixés par le titulaire dans l'offre technique pour chacun des lots.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le personnel affecté au chantier devra être en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble des opérations prévues au présent marché. En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations ou du délai des réalisations, le titulaire augmentera à ses frais, en cours d'exécution du marché, le nombre de personnes affectées à ces opérations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

De plus, la maîtrise d'ouvrage peut exiger le remplacement immédiat de tout agent dont elle ne s'estime pas satisfaite. Le personnel du titulaire doit respecter le règlement intérieur de l'ambassade.

7.3 Encadrement du personnel

Le titulaire désignera un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et de l'application des clauses techniques du CCTP. Il sera le correspondant exclusif représentant le titulaire auprès de la maîtrise d'ouvrage et transmettra son numéro de téléphone pour appel direct ainsi que son numéro de portable et son adresse courriel.

Cet agent informera la maîtrise d'ouvrage de tous les problèmes rencontrés dans l'exécution des prestations.

7.4 Moyens matériels

Le matériel nécessaire pour l'exécution des prestations décrites dans le CCTP est fixé par le titulaire dans l'offre technique.

7.5 Dégradation causées aux voies/équipements publics

Les dégradations causées aux voies/équipements publics sont à la seule charge du titulaire.

7.6 Autorisations administratives

L'entreprise fait son affaire de la délivrance des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, des permissions de voirie nécessaires à la réalisation des ouvrages ainsi que toutes autorisations nécessaires à l'exécution de l'opération.

La copie de toute correspondance relative à ces démarches est à transmettre au Maître d'ouvrage.

7.7 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

7.7.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application du droit local doivent être respectées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

En cas de danger(s) graves(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc...), le Maître d'œuvre doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le maître d'ouvrage peut également demander au titulaire de faire cesser les situations menaçant la sécurité d'un des intervenants.

7.7.2 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au CSPS, les documents suivants, pour approbation :

- le PPSPS (plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

7.7.3 Obligations du titulaire vis-à-vis des sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans tous les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, avec l'aide éventuelle du CSPS.

7.7.4 Travailleurs étrangers

Le titulaire remet à la maîtrise d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle sur le site et qu'ils disposeront de papiers en règles (visa, documents d'identité).

7.7.5 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie, employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, seront conformes à la réglementation locale en vigueur.

7.7.6 Visites médicales

Les visites médicales seront conformes aux règles édictées dans le code du travail local.

7.7.8 Comportement du personnel

Le personnel doit faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions (CCAG-Travaux - Article 5.1).

ARTICLE 8 -DELAI D'EXECUTION – PENALITES – PRIME D'AVANCE

8.1 Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont détaillés à l'article 2.3 du présent CCAP.

Le calendrier prévisionnel d'exécution établi en phase d'études par le maître d'œuvre est transmis dans les documents de consultation.

Conformément à l'article 18-2 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant, sauf dans le cas d'une prolongation induite par des journées intempéries réellement constatées (selon l'article 4.2 du CCAP) notifiée par ordre de service.

Le présent marché n'est pas reconductible.

8.2 Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités sont applicables dès le premier euro.

8.2.1 Pénalité de retard journalière

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur subit, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux globaux ou d'une macro-phase, par rapport au calendrier d'exécution, une pénalité journalière de 1000€HT.

8.2.2 Pénalité pour absence et retard aux réunions de chantier

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre, une pénalité forfaitaire de 300 € HT est appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué. Une pénalité forfaitaire de 100€ HT est appliquée en cas de retard supérieur à quinze minutes.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente, insuffisamment au courant du chantier ou n'ayant pas qualité à engager l'entreprise.

8.2.3 Pénalités pour retard

- Remise de document d'étude selon planning d'étude : 150€ HT. Par document et par jour de retard.
- Remise de devis dans un délai de 10 jours calendaire après demande de la MOE : 150€ HT. Par documents et par jour de retard.
- Remise d'échantillons selon planning d'étude : 150€ HT par échantillon et par jour de retard.

8.2.4 Pénalités pour infractions

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 8-3-1 à 8-3-3 ci-dessus et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le Maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles :

- Utilisation de téléphone portable en réunion de chantier : 50€ HT
- Absence ou manque de nettoyage du chantier : 200€ HT
- Absence ou manque de nettoyage des locaux de la base vie : 200€ HT
- Absence ou manque de nettoyage des aires de stockage du chantier : 200€ HT
- Présence d'un compagnon sur site hors de la liste des personnes autorisées : 200 € HT
- Absence ou non port des équipements de protection individuels : 300€ HT
- Absence ou manque de protection collective : 300€ HT
- Autre infraction aux règles d'hygiène et de sécurité : 200€ HT
- Travaux bruyants hors des plages autorisées : 100€ HT
- Accès au chantier laissé ouvert et sans surveillance : 100 €HT

8.2.5 Repli des installations de chantier et remise en état des lieux

Stipulations conformes à l'article 37 du CCAG-Travaux.

En cas de retard, les opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure restée sans effet sans préjudice d'une pénalité de 200 € HT par jour de retard.

8.2.6 Lutte contre le travail dissimulé

Si le titulaire n'arrive pas à prouver en 24h la régularité administrative d'un des travailleurs sur site, alors une pénalité de 3 000€HT pourra être appliquée.

8.2.7 Pénalités diverses

En cas de non-respect par une entreprise ou un sous-traitant des dispositions de l'article 7 du présent CCAP concernant la santé ou la sécurité des travailleurs ou les délais de remise des documents attendus à ce sujet, une pénalité, égale à 200 € HT par constat ou par jour calendaire de retard, sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur.

ARTICLE 9 - OPERATIONS DE VERIFICATION, RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

9.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le Maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du Maître d'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage. Dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

9.2 Réception et réception partielle

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve l'ouvrage exécuté dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque macro-phase fera l'objet d'une réception partielle conformément aux stipulations de l'article 42.2 du CCAG-Travaux : La prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, entraîne le transfert de la garde des ouvrages et doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions sont fixées ci-après et notifiées par ordre de service. Ces conditions doivent au moins comporter l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

En cas de réalisation d'ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles selon les mêmes dispositions que pour les macro-phases.

Vu l'enjeu de maîtrise des délais des macro-phases pour les services utilisateurs, il est dérogé aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux uniquement pour respecter le mode opératoire suivant de conduite des réceptions partielles de chaque macro-phase :

- Le titulaire informe par courriel (ou courrier avec accusé réception) le maître d'œuvre, copie au maître d'ouvrage, au moins 15 jours calendaires avant l'expiration du délai maximal de la macro-phase, de son intention de conduire les opérations préalables à la réception.
- Le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception de la macro-phase, au plus tard 5 jours ouvrés avant l'expiration du délai maximal de la macro-phase, et dresse un procès-verbal des réserves qu'il notifie par ordre de service au titulaire sous 24h maximum ;
- Les réserves formulées dans le procès-verbal doivent être levées par le titulaire en 5 jours ouvrés (ou plus avec avis motivé du maître d'œuvre dans l'ordre de service de notification du procès-verbal). En cas de retard dans la levée des réserves formulées, des pénalités provisoires de retard liées à la macro-phase non terminée pourront être appliquées. Le titulaire sera de fait aussi responsable de l'éventuel décalage de la notification de l'ordre de service de démarrer la macro-phase suivante et du report et des conséquences sur le délai global de l'opération.
- À l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée ;
- Si la nouvelle procédure de réception est non concluante, le Maître d'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

Cette procédure de réception contrainte dans ses délais nécessite des échanges fréquents et efficaces sur chantier et en réunion afin de prévenir toute réserve ou malfaçon importante.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les sûretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Disposition particulière :

Sauf stipulation figurant au CCTP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances.

9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Il pourra être prescrit au titulaire, par ordre de service, de mettre à la disposition du Maître d'ouvrage certains ouvrages ou parties d'ouvrage. Un état des lieux sera dressé contradictoirement.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

10.1 Garanties contractuelles

10.1.1 Délais de garantie

Les délais de garanties sont prévus conformément aux stipulations de l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un an.

Le titulaire doit en plus des dispositions du CCAG-Travaux, prévoir une garantie de bon fonctionnement (appelé aussi garantie constructeur) de tous les équipements techniques installés (soit tous les éléments d'équipements dissociables du bâti sans le dégrader) de 2 ans.

10.1.2 Appel en garantie

L'entrepreneur pourra être appelé en garantie par le Maître d'ouvrage pour tout dommage aux tiers trouvant leur origine dans l'exécution du présent marché, même après le prononcé de la réception des travaux alors même que ces dommages n'étaient ni apparents ni connus à la date de réception. Si les dommages sont apparents et connus avant l'établissement du décompte général, ils pourront faire l'objet d'une estimation chiffrée et être retenus sur le solde du présent marché sans préjudice d'éventuels appels en garantie.

10.2 Assurances

10.2.1 Assurance de responsabilité civile pendant les travaux

Les titulaires, et le cas échéant, leurs sous-traitants, doivent être garantis par une police d'assurance destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le Maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

10.2.2 Assurance tous risques chantier

Le titulaire doit souscrire une police d'assurance tous risques chantier (pour son compte et celui de ses cotraitants et sous-traitants) dont l'objet est de couvrir pendant le délai d'exécution l'ensemble des dommages matériels causés à l'ouvrage final ou à l'ouvrage provisoire comme un effondrement, un incendie, des dégâts des eaux, une tempête et des vols de matériaux à compter de leur dépôt sur le chantier. Le montant garanti de travaux de reprise est établi selon les termes du marché de travaux et l'assureur renonce à demander toute forme de diminution ou abattement de ce montant.

10.2.3 Assurance de garantie décennale

Les titulaires, et le cas échéant, leurs sous-traitants, doivent être garantis par une police d'assurance destinée à couvrir, à compter de la date d'effet de la dernière réception partielle, toutes les réparations des dommages qui affectent la solidité du bâti ou rendent l'ouvrage impropre à sa destination **pendant 10 ans**, sur les travaux réalisés dans le cadre du chantier.

ARTICLE 11 - MISE EN DEMEURE

Dans le cas de prestations non conformes, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier à l'ensemble des non-conformités constatées dans un délai de 48 (quarante-huit) heures (par dérogation à l'article 52.1 du CCAG travaux), à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer la prise en charge normale de ces prestations, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités visées à l'article 8-3 du présent CCAP continuent de s'appliquer pendant la période où le pouvoir adjudicateur ou son représentant assure cette charge à la place du titulaire.

ARTICLE 12 - RESILIATION DU MARCHE

Les stipulations des articles 49 à 54 du CCAG-Travaux sont applicables au présent marché, auxquelles s'ajoutent les stipulations suivantes :

12.1 Résiliation pour manquement aux obligations légales

Le maître de l'ouvrage peut résilier unilatéralement le marché dès lors qu'est révélé le caractère illégal d'une activité du titulaire (travail non déclaré, trafic de stupéfiants, blanchiment, escroquerie, terrorisme, corruption, toute sanction pénale, traite d'humains, etc.).

Dans ce cas, le maître d'ouvrage peut décider aux frais et risques du déclarant, les sanctions suivantes :

- l'absence de droit à indemnisation ;
- la reprise en régie des prestations prévues au marché ;
- la résiliation du marché, suivie ou non de la passation d'un autre marché.

Les excédents de dépenses résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

12.2 Effets de la résiliation

Quelle que soit sa cause, la résiliation du contrat n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations réalisées avant son entrée en vigueur.

Lorsque le Maître d'ouvrage est à l'initiative de la résiliation, celui-ci s'engage à régler au prestataire les prestations réalisées et les dépenses engagées avant la réception de la lettre de mise en demeure, jusqu'à la date de cessation du contrat, sur justificatifs, sans préjudice de toute autre indemnité qui pourrait éventuellement être réclamée.

Par ailleurs, chacune des parties restitue à l'autre l'ensemble des éléments qu'elle a pu obtenir de l'autre partie pour l'exécution du contrat et qui sont devenus sans objet du fait de la résiliation.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision.

ARTICLE 13 - TRAVAUX NON PREVUS

13.1 Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

13.2 Dépassement du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à 10%. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par ordre de service par le pouvoir adjudicateur ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

P13.3 prestations similaires

Le maître de l'ouvrage pourra négocier avec le titulaire sans publicité préalable et sans mise en concurrence un marché de prestations similaires.

ARTICLE 14- REGLEMENTS ET LITIGES

Le règlement des différends se fera selon l'article 55 du CCAG-Travaux, en privilégiant un règlement à l'amiable.

14.1 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie des comptes du marché est l'euro.

14.2 Instance chargée des procédures de recours

Les parties au présent marché conviennent que le tribunal administratif de Paris sis 7, rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04, sera compétent en cas de litige durant l'exécution du marché.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge partiellement au CCAG-Travaux en ses articles ci-dessous énoncés :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
Article 8.3	Article 19.2.1
Article 8.3.1	Article 19.2.3
Article 9.2	Article 41 et 42
Article 11	Article 52.1